



2025 / 70

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil de la CCVA, légalement convoqué, s'est réuni au Siège de la Communauté de Communes à Grand-Aigueblanche en séance publique LE DIX-HUIT DECEMBRE DEUX MILLE VINGT CINQ A DIX-NEUF HEURES sous la présidence de Monsieur André POINTET

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs

ARNAULT Jacqueline - BRUNIER Thierry - BRUNOD Aurore - COLLIARD Dominique - COLLOMB Daniel - DUNAND François - GERMANAZ Sylvie - GROGNIET Jean-Christophe - GROS Claudine - GSELL Bernard - KALIAKODAS Evelyne - MARTINET-BON Françoise - MATHIS Marc - MIBORD Josiane - MORIN Jean Yves - POINTET André - RELIER Annie - RICHIER Maryse - ROUX MOLLARD Alain - VICHARD Daniel - VORGER Jean-Michel

POUVOIR : GUILLARD Paul à COLLIARD Dominique

EXCUSÉES : JAY Hélène - MORARD Ghislaine

Date de convocation :
11 décembre 2025

Nombre de conseillers :
En exercice : 24
Présents : 21
Votants : 22

Monsieur Thierry BRUNIER est désigné Secrétaire de Séance.

Objet : Refuge du Nant du Beurre – Recours à la gestion déléguée

Le Président indique qu'il est nécessaire de recourir à une gestion déléguée pour l'exploitation du refuge du Nant du Beurre et précise que le rapport de présentation, relatif au choix du mode de gestion ainsi qu'au type de contrat envisagé, a été présenté en séance. Après avoir pris connaissance des éléments exposés dans ce rapport, il apparaît nécessaire d'adopter le principe du recours à un mode de gestion déléguée.

Le Président propose, à ce titre, au Conseil Communautaire de délibérer conformément aux termes du rapport, lequel conclut au choix d'une gestion assurée par une société privée dans le cadre d'un contrat d'affermage, également appelé contrat de délégation de service public, pour une durée maximale de 7 ans, pouvant prendre effet à compter du 1^{er} octobre 2026.

Aucune observation n'ayant été formulée et le débat étant clos, le Président invite le Conseil Communautaire à se prononcer sur le mode de gestion et notamment sur le recours à un contrat d'affermage, sous réserve du respect du principe de l'équilibre financier.

Vu le rapport préparatoire à la délégation,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE le Président à lancer la procédure de délégation, à élaborer le document définissant les caractéristiques des prestations attendues des candidats admis à présenter une offre, ainsi qu'à procéder à la publicité et au recueil des offres.

AUTORISE le Président à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre et au bon déroulement de la procédure de délégation.

Pour	Contre	Abstention	NPPV
22			

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN SUSDBITS.
CERTIFIE CONFORME AU DÉBAT.

Le Président,

André POINTET





**RAPPORT DE PRESENTATION SUR LE CHOIX DU
MODE DE GESTION DU REFUGE DU NANT DU BEURRE
A NAVES**

Article L. 1411-4 du Code général des collectivités
territoriales

TABLE DES MATIERES

I. Préambule.....	3
II. Les éléments de contexte, la présentation du service, les modalités de gestion actuelle du service.....	3
III. Lancement d'une procédure d'affermage – délégation de service public3	
IV. Le mode de dévolution proposé pour le futur contrat.....	3
IV.1 - Objectifs.....	3
IV.2 - Présentation des modes de gestion envisageables.....	4
IV.2.1 - La gestion directe en régie.....	4
IV.2.2 - La gestion déléguée à un tiers	4
IV.2.2.1 - Choix du marché public d'exploitation ou de la délégation de service public ...	4
IV.2.2.2 - Présentation des différents types de délégation de service public	4
IV.3 - Proposition du contrat d'affermage de type délégation de service public	5
V. Les caractéristiques principales du futur contrat.....	5
V.1 - Objet et périmètre du service délégué	5
V.2 - Missions dévolues au Délégataire.....	5
V.3 - Durée	6
V.4 - Conditions d'exploitation du service	6
V.5 - Rémunération.....	6
V.6 - Rôle de la communauté de Communes des valles d'Aigueblanche	6
VI. Le calendrier prévisionnel de la procédure.....	6

I. PREAMBULE

En vertu de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales, le présent rapport a pour objectif de soumettre au conseil communautaire de la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche, lors de sa séance du 18 décembre 2025, la décision de renouveler le contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Refuge du Nant du Beurre. Ce document vise à présenter les installations et le service délégué, à analyser les différents modes de gestion envisageables et les critères de choix, et enfin à définir les principales caractéristiques des prestations attendues du futur délégataire.

II. LES ELEMENTS DE CONTEXTE, LA PRESENTATION DU SERVICE, LES MODALITES DE GESTION ACTUELLE DU SERVICE

Le Refuge du Nant du Beurre représente un équipement essentiel pour l'accueil des randonneurs et alpinistes sur le territoire de la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche. Il s'agit d'un ensemble immobilier comprenant un refuge d'accueil, un restaurant de montagne et des hébergements.

Actuellement, la gestion et l'exploitation de ce service public sont confiées à la SARL Le Nant du Beurre par un contrat de délégation de service public (affermage), effectif depuis le 1^{er} octobre 2019 et dont l'échéance contractuelle est fixée au 30 septembre 2026. Dans ce cadre, la Communauté de Communes met à disposition l'ensemble immobilier, le mobilier et le matériel, tandis que la SARL Le Nant du Beurre assure l'exploitation des activités liées à la gestion d'un refuge de montagne.

III. LANCEMENT D'UNE PROCEDURE D'AFFERMAGE – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Conformément à l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales, il est impératif que le conseil communautaire se prononce sur le principe du recours à l'affermage de type délégation de service public pour la continuation de ce service. Le fait qu'il s'agisse d'un renouvellement de contrat et le nombre d'habitants de la Communauté de Communes dispensent d'un avis formel de la commission consultative des services publics locaux ou du comité social territorial.

IV. LE MODE DE DEVOLUTION PROPOSE POUR LE FUTUR CONTRAT

IV.1 - OBJECTIFS

Les principaux objectifs poursuivis par la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche pour le futur contrat sont :

- Une exploitation optimisée du service public de gestion et d'exploitation du Refuge du Nant du Beurre.
- Une exploitation externalisée à un tiers-opérateur économique, capable d'apporter son savoir-faire pour asseoir la position du refuge et le faire évoluer.

IV.2 - PRESENTATION DES MODES DE GESTION ENVISAGEABLES

Conformément au principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales, plusieurs modes de gestion ont été étudiés :

IV.2.1 - La gestion directe en régie

Ce mode impliquerait que la Communauté de Communes assure elle-même l'exploitation et la réhabilitation du refuge par ses propres moyens techniques, financiers et humains. Bien qu'offrant une maîtrise totale de l'exploitation, cette option nécessite des compétences professionnelles très spécifiques et expose la collectivité à assumer l'entièreté des risques d'exploitation.

Décision : La gestion directe n'est pas retenue, car elle ne répond pas aux objectifs d'externalisation et de partage des risques fixés par la Communauté de Communes.

IV.2.2 - La gestion déléguée à un tiers

L'exploitation du refuge, revêtant le caractère de service public, peut être confiée à un tiers via un marché public d'exploitation ou une concession de type délégation de service public.

IV.2.2.1 - Choix du marché public d'exploitation ou de la délégation de service public

- **Marché public d'exploitation** : L'opérateur exécute un cahier des charges contre un prix, ne supportant qu'un risque limité (sous-évaluation initiale du coût). Il est subordonné à l'autorité organisatrice.
- **Délégation de service public (DSP)** : Ce contrat suppose l'autonomie du cocontractant et surtout une prise de risque d'exploitation substantielle de sa part. Conformément à l'article L. 1121-3 du Code de la commande publique, la DSP a pour objet la gestion d'un service public.

Décision : Au vu des objectifs de la Communauté de Communes et des spécificités du service (nécessité de dynamisme financier et d'incitation à la performance), la conclusion d'un marché public n'est pas la plus adaptée. Le contrat de concession de type DSP est préféré pour sa plus-value en termes de dynamisme et de performance du service.

IV.2.2.2 - Présentation des différents types de délégation de service public

La jurisprudence administrative distingue trois types de DSP :

- La régie intéressée

L'autorité délégante finance le service et confie l'exploitation à un régisseur rémunéré par une part fixe et une part variable, mais non substantiellement liée à l'exploitation.

- L'affermage

La collectivité confie à un fermier l'exploitation d'un service public à ses risques et périls. Le fermier n'a pas à financer les ouvrages initiaux (mis à disposition par la collectivité) et verse une redevance à l'autorité délégante. Il entretient les ouvrages, tandis que les travaux de renforcement et d'extension restent à la charge de la collectivité.

- La concession

L'autorité délégante confie à un tiers, à ses risques et périls, le financement, la construction d'ouvrages et leur exploitation. C'est un contrat de longue durée permettant l'amortissement des investissements par le concessionnaire.

IV.3 - PROPOSITION DU CONTRAT D'AFFERMAGE DE TYPE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Compte tenu des spécificités techniques du service et des prestations attendues, il est apparu préférable de confier l'exploitation du refuge à un prestataire externe doté de garanties professionnelles et d'une expertise dédiée.

Le contrat d'affermage de type délégation de service public répond parfaitement aux besoins de la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche, car :

- **Exploitation** : Le fermier assure l'exploitation quotidienne du service (sécurité, personnel, relations usagers). La Communauté de Communes fixe les tarifs et les conditions d'exploitation et conserve ses pouvoirs de contrôle.
- **Investissements** : Dans le cadre d'un affermage, les investissements nécessaires au maintien et à l'amélioration du refuge sont réalisés et financés par la collectivité. Le fermier utilise les équipements mis à sa disposition, assure l'entretien courant et verse une redevance d'affermage en contrepartie des recettes perçues. Ce mode permet à la collectivité de conserver la charge des investissements structurants tout en bénéficiant de l'expertise opérationnelle d'un professionnel.

V. LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU FUTUR CONTRAT

V.1 - OBJET ET PERIMETRE DU SERVICE DELEGUE

Le contrat de délégation de service public aura pour objet la gestion et l'exploitation du Refuge du Nant du Beurre.

V.2 - Missions dévolues au Délégataire

Le fermier sera chargé de :

- L'exploitation de l'ensemble des installations nécessaires au service.
- L'entretien courant et la maintenance des équipements du refuge.
- La gestion administrative, des ressources humaines, financière et commerciale du service.

- La réalisation, le cas échéant, des petits investissements de renouvellement courant, dans les limites définies par la convention, la collectivité conservant la charge des investissements structurants.
- Toutes prestations annexes ou complémentaires nécessaires au bon fonctionnement du service.

V.3 - DUREE

En fonction des investissements à réaliser et du risque assumé par le délégataire, la convention sera conclue pour une durée maximale de 7 ans.

V.4 - CONDITIONS D'EXPLOITATION DU SERVICE

Le Délégataire assurera l'exploitation du service et sera responsable de son bon fonctionnement. Il assumera les risques liés à l'exploitation courante, tandis que la collectivité conservera la charge et la responsabilité des investissements structurants.

V.5 - REMUNERATION

La rémunération du Délégataire provient des recettes issues de l'exploitation du service ainsi que des recettes annexes prévues par la convention. Elle comprend :

- Une part fixe d'un montant de 10 000 €, révisable selon l'indice prévu au contrat ;
- Une part variable, calculée sur le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par le Délégataire, selon la grille suivante :
 - de 0 à 100 000 € de chiffre d'affaires : 4 % ;
 - de 100 001 à 150 000 € : 5 % ;
 - au-delà de 150 000 € : 6 %.

V.6 - ROLE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VALLEES D'AIGUEBLANCHE

Conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, la Communauté de Communes mettra en œuvre son droit d'information et de contrôle permanent du service public affirmé, notamment au travers de rapports et bilans annuels définis dans la convention.

VI. LE CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE

La procédure de consultation se déroulera selon les étapes suivantes :

- 18 décembre 2025 : Délibération du Conseil Communautaire sur le principe de la délégation de service public et lancement de la procédure.
- Fin janvier 2026 : Envoi de l'avis d'appel public à la concurrence.
- Mars 2026 : Réception des candidatures et des offres.

- Fin mars 2026 : Ouverture des candidatures et des offres.
- Avril à mai 2026 : Négociations menées par l'autorité habilitée de la Communauté.
- Juin 2026 : Délibération du Conseil Communautaire sur le choix du délégataire et la convention d'affermage.
- Juin 2026 : Signature de la convention d'affermage et accomplissement des formalités de transmission en préfecture et notification.
- Juin 2026 : Avis d'attribution.
- 1er octobre 2026 : Prise d'effet du contrat d'affermage.

Note : Ce calendrier reste indicatif et pourra être ajusté en fonction des contraintes électorales (mars 2026).